

Soutien féministe aux grévistes de l'Université de Paris 8

Le personnel de l'Université de Paris 8, organisé en Collectif des bas salaires est en grève depuis deux mois. Cette mobilisation a pour revendication principale une augmentation salariale, pour les titulaires comme les contractuels, de 98 euros nets par mois.

Dans une période de baisse progressive des dépenses publiques, et notamment de celles consacrées à l'enseignement supérieur, la loi sur l'autonomie des universités participe depuis sa mise en œuvre à une précarisation progressive des différents corps professionnels. Cette précarisation se manifeste entre autres, par une embauche plus fréquente de contractuels, qui coûtent moins chers à l'université que les titulaires. Cependant, leur situation et leurs droits sont plus précaires, ce qui est encore plus significatif pour les vacataires, qui servent d'ultime « variable d'ajustement » budgétaire. Par ailleurs, de nombreux titulaires partant à la retraite ne sont pas remplacés, et ne touchent, après 20 à 30 ans de service, qu'une retraite misérable. C'est sans parler des autres métiers soumis à la sous-traitance (agents du nettoyage).

L'université devient un espace de gestion concurrentielle (à l'image du fonctionnement de l'entreprise) dans lequel les contractuels sont exclus des questions de primes ou de revalorisation des salaires, ou n'en bénéficient que de manière aléatoire, dans une logique managériale.

Cette grève du personnel de l'Université de Paris 8 est une lutte pour un droit collectif. C'est une demande de reconnaissance du travail réel effectué, par une rémunération à la hauteur de leur investissement et par l'acquisition d'un statut sécurisant la situation de ces travailleurs-euses. C'est également le souci exprimé de ne pas voir ses collègues tomber dans une situation économique fragile.

Avec la fusion actée - non démocratiquement - des deux universités (Nanterre et Saint-Denis), nous, Collectifs féministes de Saint-Denis et de Nanterre, entendons soutenir toutes ces grèves. En effet, dans le contexte économique, politique et social actuel il est important de s'organiser pour résister contre toutes les entreprises de démantèlement du travail digne.

De plus, cette lutte rejoint celle du féminisme. En effet nous entendons lutter contre la division genrée du travail (également dans le monde universitaire et dans le travail intellectuel, où nous trouvons plus de femmes Maîtres-sses de conférences que Professeures, par exemple), la précarisation des retraites dont les femmes sont les premières cibles, le travail domestique toujours effectué majoritairement par les femmes et donc « les doubles journées » subies, et les différences de salaires justifiées frauduleusement. Il est question de mettre à l'index et de combattre l'androcentisme et surtout l'exploitation spécifique des femmes.

La présidente de l'Université de Paris 8 (Mme Tartakowsky) est historienne des mouvements sociaux. La chose qu'elle retient de son passé militant et de ses recherches, est que le premier outil politique pour casser une grève est celui des retraits de salaires (quatre jours de salaires ont été préle-

vés). C'est sans précédent dans cette université ! Au lieu de se faire la porte-parole d'une demande collective d'augmentation de 98 euros mensuelle, pour un niveau de vie correct, elle préfère voler 100 et 200 euros aux salarié-e-s du collectif. Il s'agit pour la plupart de mères de famille, qui ont des enfants à nourrir et des loyers à payer.

Nous organisons donc à Nanterre, le mercredi 25 mars à partir de 12h00, une vente de nourriture, afin d'alimenter la caisse de grève du Collectif des bas salaires.

La caisse de grève étant une réponse directe aux retraits de salaire de Mme Tartakowsky, permettant la continuité de la lutte. Cette vente de nourriture permettra également de publiciser cette lutte sur l'Université de Nanterre, où les travailleurs-euses ne manqueront pas d'y trouver des éléments similaires de critiques et de revendications, quant à leur propre situation. C'est l'occasion d'apporter un soutien féministe à cette critique de l'économie politique actuelle. Puis, de réunir les étudiant-e-s (plus de la moitié sont salariés-e-s !) de Nanterre, comme de Saint-Denis, à cette grève, comme force stratégique. Les étudiant-e-s sont appelé-e-s à rejoindre le monde du travail. Leurs futures conditions de vie dépendront du rapport de force qu'établissent les générations qui triment déjà.

Nous proposons également un rajout à la liste des revendications du Collectif des bas salaires - pour ne pas nous contenter de soutenir ou de se défendre contre les attaques à la dignité humaine : une crèche à Nanterre, à Saint-Denis et partout dans les universités. L'accès à l'enseignement supérieur pour les travailleurs-euses et les étudiant-e-s qui travaillent ne se réalisera jamais par des cours dématérialisés (la vente de produits éducatifs tels que les cours en ligne), mais par des dispositifs comme les crèches solidaires, par exemple. Les possibilités sont nombreuses, organisons-nous pour les réaliser ensemble !

Venez en discuter avec nous Mercredi 25 lors de cette vente de nourriture, si vous êtes d'accord ou non, si vous avez envie d'apporter vos critiques ou vos soutiens !

Paris 8 – Paris 10

Les facs fusionnent, fusionnons les luttes !